

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



391 DROIT PÉNAL SANITAIRE

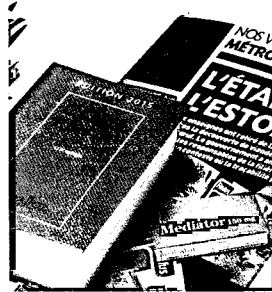
- 404 De quelques contre-vérités sur la jurisprudence de la CEDH en matière pénale
Benjamin Danlos
- 408 L'application des droits fondamentaux en captivité : la recherche d'un nouvel équilibre entre évaluation et résolution des atteintes
Eric Senna
- 412 Trois arrêts du 6 mai 2014 : beaucoup de bruit pour rien
Emmanuel Mercinier et Margot Pugliese

DALLOZ

385 Éditorial

388 Au fil du mois

391 Dossier DROIT PÉNAL SANITAIRE



Les catastrophes sanitaires en matière médicale : état des lieux et perspectives par Jean-Baptiste Thierry.....	392
Fonctionnement du pôle santé publique du TGI de Paris Interview de Flavie Le Sueur.....	395
Santé publique et défense pénale par Emmanuel Daoud et César Ghrénassia.....	398
La stratégie de la direction juridique de l'AP-HP en cas d'événement indésirable grave Interview de Marjorie Obadia.....	401

404 Pratiques

De quelques contre-vérités sur la jurisprudence de la CEDH en matière pénale par Benjamin Danlos.....	404
L'application des droits fondamentaux en captivité : la recherche d'un nouvel équilibre entre évaluation et résolution des atteintes par Eric Senna.....	408

412 Jurisprudence

ARRÊTS DU MOIS : CRIM. 6 MAI 2014, N° 12-88.354 ; N° 13-82.677 ; N° 13-81.406

Trois arrêts du 6 mai 2014 : Beaucoup de bruit pour rien par Emmanuel Mercinier et Margot Pugliese.....	412
--	-----

Pénal général

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Caractérisation d'un danger de nature à justifier le délit de non-représentation d'enfant

Colmar 8 juin 2014, n° 14/00493 par Jérôme Lasserre Capdeville. 416

LÉGALITÉ DES DÉLITS ET DES PEINES

Principe de légalité et impossibilité de poursuivre la violation d'un acte administratif retiré postérieurement

Crim. 4 mars 2014, n° 13-82.078 par Jean-Baptiste Perrier..... 418

Infractions

ABUS DE BIENS SOCIAUX

Abus de biens sociaux : dissimulation ne rime qu'avec prescription

Crim. 2 avr. 2014, n° 13-80.010 par Julie Gallois..... 419

QUALIFICATION

D'un crime l'autre

Crim. 26 févr. 2014, n° 12-84.993 par Pierre de Combles de Nayves... 420

Procédure pénale

ACTION CIVILE

Action civile : Réparation du dommage subi par la partie civile seule appelante d'un jugement de relaxe

Crim. 5 févr. 2014, n° 12-80.154 ; 11 mars 2014, n° 12-88.131 ; 24 juin 2014, n° 13-84.478 par Caroline Renaud-Duparc..... 422

CASSATION

Formalisme de la déclaration de pourvoi

Crim. 14 mai 2014, n° 13-86.824 par Guillaume Royer..... 424

COOPÉRATION JUDICIAIRE

Coup d'arrêt jurisprudentiel au développement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice

CJUE 27 mai 2014, n° C-129/14 par Juliette Lelieur..... 425

DÉTENTION PROVISOIRE

Délai d'examen d'une demande de remise en liberté d'un individu appelant d'un jugement d'incompétence matérielle

Crim. 25 févr. 2014, n° 13-87.896 par Guillaume Royer..... 428

EXPERTISE

Nullité de l'expertise : possibilité de désigner le même expert

Crim. 26 févr. 2014, n° 13-87.109

par Jean-Baptiste Perrier..... 429

FICHER

Fichier relatif au traitement des antécédents judiciaires : Le Conseil d'État valide le décret d'application de la loi LOPPSI

CE 11 avr. 2014, n° 360759 par Eric Péchillon.... 430

Délai pour requérir un prélèvement génétique en cas de condamnation avec sursis

Cass. 17 juin 2014, n° 13-80.914

par Jérôme Lasserre Capdeville..... 432

PERQUISITION

Retour de l'appréciation stricte de l'exception au secret des sources des journalistes

Cass. 25 févr. 2014, n° 13-84.761

par Jérôme Lasserre Capdeville..... 433

POLICE ET GENDARMERIE

Violences policières, divergence des avis médicaux et obligation d'enquête effective

Crim. 18 févr. 2014, n° 13-81.858 par Claire Saas.. 435

Exécution des peines

PEINE

Périodes de sûreté : retour à la raison

Cass. 25 juin 2014, n° 14-81.793

par Martine Herzog-Evans..... 436

Une libération conditionnelle rejetée pour cause d'exécution dans « un secteur socialement défavorisé »

Reims 8 avr. 2014, n° 14/00068

par Martine Herzog-Evans..... 438

ABUS DE BIENS SOCIAUX	DISSIMULATION	
	■ Mauvaise foi	419
CASSATION	POURVOI	
	■ Formalisme	424
CIRCULATION ROUTIÈRE	RETRAIT DE PERMIS	
	■ Rectification de l'autorité administrative	418
COOPÉRATION JUDICIAIRE	ACCORD DE SCHENGEN	
	■ Reconnaissance mutuelle des sanctions pénales	425
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	JURISPRUDENCE	
Pratique	■ Contre-vérités	404
DÉONTOLOGIE	POLICE	
Actualité	Rapport annuel du DDD	388
DÉTENTION PROVISOIRE	JUGEMENT D'INCOMPÉTENCE	
	■ Délai d'examen d'une demande de mise en liberté	428
DROIT PÉNAL SANITAIRE	RÉPRESSION	
Dossier	■ Évolution des incriminations	392
Dossier	■ Droits de la défense	398
Dossier	■ Pôle santé publique du TGI de Paris	395
Dossier	■ Stratégie de l'AP-HP	401
ÉTAT DE NÉCESSITÉ	NON REPRÉSENTATION D'ENFANT	
	■ Danger actuel et imminent	416
EXPERTISE	NULLITÉ	
	■ Désignation du même expert	429
FICHER DE POLICE	PRÉLÈVEMENT GÉNÉTIQUE	
	■ Délai de réquisition	432
	TRAITEMENT DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	
	■ Validation par le Conseil d'État	430
LÉGALITÉ DES DÉLITS	VIOLATION D'UN ACTE ADMINISTRATIF	
	■ Retrait de l'acte	418
PARTIE CIVILE	RELAXE	
	■ Appel sur les intérêts civils (portée)	422
PEINE	LIBÉRATION CONDITIONNELLE	
	■ Conditions	438
	PÉRIODE DE SÛRETÉ	
	■ Computation des délais	436
PERQUISITION	JOURNALISTE	
	■ Secret des sources	433
POLICE	ARRESTATION VIOLENTE	
	■ Enquête effective	435
PRISON	CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	
	■ Rapport annuel	408
QUALIFICATION	CIRCONSTANCE AGGRAVANTE	
	■ Formulation des questions	420
RESPONSABILITÉ PÉNALE	PERSONNE MORALE	
Arrêt du mois	■ Organe ou représentant	412
TERRORISME	LUTTE (CONTRE)	
Actualité	■ Projet de loi	389